



LETTRE D'ACTUALITÉS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 28 – Semaines du 28 mars au 8 avril 2022

SOMMAIRE

FOCUS : Le Brésil publie une 2^e révision de sa CDN pour le climat

Amazonie & Biomes brésiliens

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

- ❖ Plus de 50 demandes d'exploitation minière au sein de terres protégées seraient en cours d'autorisation.
- ❖ Une initiative privée de récupération de la forêt atlantique et amazonienne va voir le jour au Brésil.

Environnement & Climat

- ❖ Avec le succès d'Iguaçu, le gouvernement fédéral prépare de nouvelles mises en concession de parcs nationaux.
- ❖ Le Brésil reçoit le soutien de 63 pays pour la création d'un nouveau fonds environnemental.
- ❖ Le premier brasseur d'Amérique latine s'engage vers la neutralité carbone en 2040.

Énergie

- ❖ Le plan décennal de développement de l'énergie prévoit 3 500 Mds BRL (675 Mds EUR) d'investissements sur 10 ans.
- ❖ Le Tribunal des Comptes de l'Union accepte la privatisation d'Eletrobras mais demande des ajustements.

Infrastructures & Transports

- ❖ La viabilité financière de plusieurs projets ferroviaires interroge.
- ❖ Curitiba lance un appel à projets pour la modernisation de ses stations de bus.
- ❖ Simpar conclut une ligne de crédit de 250 M USD avec IDB Invest pour des projets ESG dans la logistique.

Et Aussi

- ❖ Des problèmes de gouvernance et des défauts de conception affectent près de la moitié des PPP au Brésil.



FOCUS

Suite aux annonces de 2021, le Brésil publie une 2^e révision de sa Contribution Déterminée au niveau National pour le climat

Le 7 avril 2022, le gouvernement Bolsonaro a soumis une révision de la contribution déterminée à niveau national (CDN) du Brésil en matière de climat. Celle-ci était attendue depuis l'annonce, il y a près d'un an, d'un rehaussement de l'ambition par le président Bolsonaro. Elle consacre l'appartenance du pays au « club du net zéro d'ici à 2050ⁱ » et mentionne l'objectif d'éradication de la déforestation illégale d'ici à 2028. Certains observateurs soulignent une baisse de l'ambition (en raison de la révision du niveau de référence de 2005, le niveau d'émissions visé pour 2030 est supérieur à celui annoncé en 2015) et attendent la publication d'une stratégie de long terme devant préciser la mise en œuvre des objectifs.

Cette révision de la CDN du Brésil vient largement **entériner les annonces de 2021**. Lors de la **COP 26**, le Brésil avait en effet réitéré l'objectif de « **zéro déforestation illégale d'ici à 2030** », communiqué par le président Bolsonaro lors du **Sommet des Dirigeants pour le Climat**; objectif que le gouvernement a annoncé vouloir **anticiper à 2028**. A la veille de la COP 26, un courrier du Ministre brésilien des Relations Extérieures signifiait à l'UNFCCC la décision du Brésil d'avancer l'objectif initial **de neutralité climatique de 2060 à 2050**. Par ailleurs, **l'objectif de réduction des émissions de GES de 50% en 2030 était inscrit au sein du projet de loi 1539/2021**, approuvé expressément par le Sénat avant la COP 26 et depuis en discussion au sein de la Chambre des députés.

Par la publication de cette CDN révisée, le Brésil **confirme son objectif de réduction des émissions pour 2025** (-37% par rapport aux émissions de référence de 2005), il **augmente son objectif de réduction pour 2030 (de -43% à -50%)** et s'engage à « **un objectif à long-terme d'atteinte de la neutralité climatique d'ici à 2050ⁱⁱ** ». Son annexe fait par ailleurs explicitement mention de **l'objectif d'éradication de la déforestation illégale d'ici à 2028**. L'objectif d'éradication de la déforestation illégale ne figurait plus dans la CDN révisée de 2020 alors qu'elle apparaissait explicitement au sein de l'annexe de la

CDN de 2015 cependant d'ici à 2030 et exclusivement en Amazonie.

En pratique, certains observateurs **déplorent une baisse de l'ambition** car la CDN brésilienne de 2015 indiquait tant des pourcentages de réduction que les volumes d'émissions attendus, en valeurs absoluesⁱⁱⁱ. Tout comme celle de 2020, **la CDN révisée d'avril 2022 ne mentionne que les pourcentages de réduction visés**. Or, entretemps, deux révisions à la hausse des émissions brésiliennes de référence (de 2005) sont intervenues faisant grimper le total de 2,1 Gt à 2,8 Gt puis finalement 2,56 Gt. Dès lors, le maintien d'une réduction de 37% des émissions entre 2005 et 2025 aboutit mécaniquement à un total 1,6 Gt, soit **300 MtCO₂eq de plus (+21,9%) que dans la CDN de 2015 (1,3 Gt)**. **Pour 2030, une baisse de 50% plutôt que 43%, conduit malgré tout à 1,28 Gt, soit 80 MtCO₂eq de plus (+6,9%) que la CDN brésilienne de 2015 (1,2 Gt)**. Selon le think tank *Política por inteiro*, cet écart équivaut aux émissions annuelles de la Colombie. Avec l'Observatoire du climat^{iv}, il rappelle par ailleurs que **l'article 4 § 3 de l'Accord de Paris** stipule que les CDN successives d'un pays doivent traduire une ambition croissante.

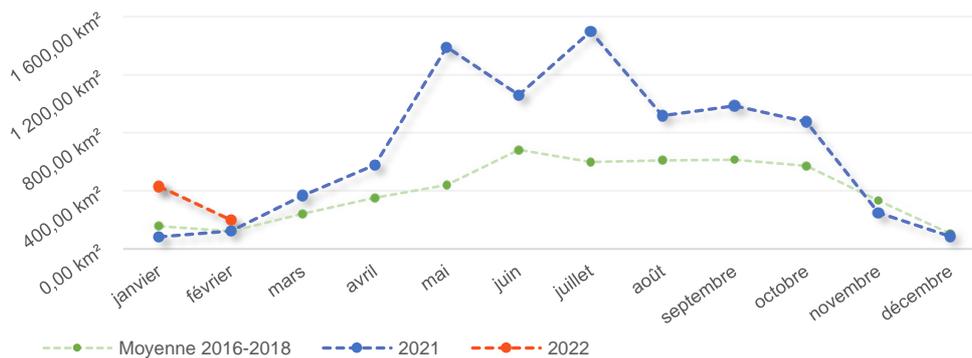
Egalement très attendue, la publication de la **stratégie de long terme du Brésil en matière de Climat** devra préciser la mise en œuvre des engagements du pays.





Amazonie & Biomes brésiliens

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 25 mars

912 km²
en 2022

+102%

Par rapport à 2021

Plus de 50 demandes d'exploitation minière au sein de terres protégées seraient en cours d'autorisation

Alors que le **projet de loi visant à autoriser l'exploitation minière au sein de terres indigènes (PL 191/2020)** n'est encore qu'en débat à la Chambre des députés, l'interdiction légale dont font l'objet ces activités dans les zones protégées serait déjà contournée. Selon les données de l'Agence Nationale des Mines (ANM) et du projet Amazônia Minada, d'InfoAmazônia, **50 demandes d'exploitation minière auraient été reçues par l'ANM et seraient à présent en « phase d'autorisation », malgré le fait qu'elles concernent des zones intégralement ou en partie situées sur des terres indigènes ou localisées au sein d'unités de conservation de protection intégrale.** En 2019 et 2020, l'ANM avait déjà été condamnée par la justice des États de l'Amazonas et du Pará à abandonner tous les processus d'autorisation en cours dans des terres indigènes. Fin 2020, **6,2 millions d'hectares de zones protégées en Amazonie légale** faisaient l'objet de demandes d'autorisation pour de l'extraction d'or, soit l'équivalent de **40 fois la taille de la ville de São Paulo**. En plus des vives critiques sur les conséquences environnementales du PL 191/2020,

qui permettrait de légaliser ces pratiques, le bureau du Défenseur Public de l'Union demande aux députés de rejeter la proposition, qu'il considère anticonstitutionnelle. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#) ; PL [ici](#))

Une initiative privée de récupération de la forêt atlantique et amazonienne va voir le jour au Brésil

Un groupe d'investisseurs, d'économistes et de chercheurs renommés - dont l'homme d'affaires João Moreira Salles et l'économiste Bernardo Strassburg - a créé la **société Re.green**, avec le but de mettre en œuvre le plus grand projet de restauration de zones forestières dégradées du pays. A partir d'un capital initial de **389 M BRL (76 M EUR)**, l'objectif est de **restaurer 1 million d'hectares de forêt atlantique et amazonienne**. Cette initiative, sans précédent dans le pays, se ferait par le rachat de propriétés, **essentiellement dans les États de Bahia et de Paraíba**, couvrant une surface équivalente à 250 fois celle du Parc National de Tijuca de Rio de Janeiro (3 951 ha). **Le business plan de l'entreprise prévoit un retour sur investissement fondé sur la vente, dans quelques années, de crédits carbone et de produits issus des forêts régénérées.** En plus de viser la capture de 15 millions de tonnes de CO₂ par

an et des retombées économiques et sociales pour les communautés locales, ce projet entend inspirer d'autres initiatives similaires dans le pays. (Article [ici](#))

Environnement & Climat

Avec le succès d'Iguaçu, le gouvernement fédéral prépare de nouvelles mises en concession de parcs nationaux

Le 22 mars dernier, la vente aux enchères pour la mise en concession du parc national d'Iguaçu a été remportée par le consortium brésilien Novo PMI, sur la base d'une offre de 375 M BRL (73 M EUR). Pendant 30 ans, le concessionnaire sera ainsi chargé de la gestion du parc, de son entretien et de l'organisation d'activités touristiques en son sein. Une partie non connue à date des bénéfices générés sera directement versée à l'Institut Chico Mendes pour la Conservation de Biodiversité (ICMBio), pour des actions de protection et surveillance. Selon la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES), le succès de cette vente témoigne de l'intérêt grandissant des entreprises pour le secteur. Selon le ministre de l'Environnement, Joaquim Leite, les modèles de concession précédents reposaient sur des paramètres peu attractifs pour les entreprises. Le modèle de concession a été révisé et donne désormais plus de latitude aux concessionnaires pour la définition de nouvelles activités touristiques. **Au moins sept autres mises en concession devraient se tenir d'ici fin 2022, dont celles des parcs de la Chapada dos Guimarães, de Jericoacoara et des Lençóis Maranhenses.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

Le Brésil reçoit le soutien de 63 pays pour la création d'un nouveau fonds environnemental

Une proposition brésilienne visant à créer un nouveau fonds mondial pour la biodiversité a reçu le soutien de 63 pays, lors de la réunion de la

Convention des Nations Unies sur la biodiversité le 29 mars à Genève. Ce soutien a été annoncé comme une position commune des pays en développement, dont l'Argentine, l'Inde et 54 pays africains. Le groupe a appelé les pays développés à fournir « au moins 100 Mds USD (90 Mds EUR) par an, dans un premier temps, puis 700 Mds USD (644 Mds EUR) par an d'ici 2030 », montants faisant échos à ceux promis pour la l'adaptation au changement climatique des pays en développement. Actuellement, les actions en faveur de la biodiversité sont financées par le FEM (Fonds pour l'Environnement Mondial), créé en 1992, avec la Convention sur la biodiversité. **Le nouveau fonds ne devrait pas remplacer le FEM, mais le compléter, en veillant à éviter les doubles comptabilisations.** Les échanges sur ce sujet pourraient reprendre lors de la prochaine session de la Convention, prévue en juin à Nairobi, au Kenya. (Article [ici](#))

Le premier brasseur d'Amérique latine s'engage vers la neutralité carbone en 2040

Le groupe Ambev – 1^{er} brasseur d'Amérique du Sud et 5^{ème} à l'échelon mondial en volume – a progressé récemment dans son ambition de réduire de 25% les émissions de carbone dans sa chaîne de production au cours des deux prochaines années et, d'ici 2040, de réduire à zéro ses propres émissions et celles de ses fournisseurs. À cette fin, l'entreprise a créé un « Engagement pour l'Action Climatique », actuellement signé par 160 partenaires et fournisseurs. Parmi eux figurent 16 des plus grands fournisseurs d'Ambev, tels que Cooperativa Agraria, Valgroup, Vivo, WestRock, Concordia Logística, Ingredion et Ecolab, qui

représentent ensemble 50% des volumes d'achat du groupe. **Entre 2017 et 2021, le groupe a déclaré avoir déjà réduit de 44,6% ses émissions de GES**

sur ses activités au Brésil en investissant dans des flottes de camions électriques, ou en alimentant ses brasseries en énergie renouvelable. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Énergie

Le plan décennal de développement de l'énergie prévoit 3 500 Mds BRL (675 Mds EUR) d'investissements sur 10 ans

Le Ministère des Mines et de l'Énergie a publié, le 6 avril dernier, son Plan Décennal d'expansion Énergétique 2031 (PDE 2031), qui prévoit **3 500 Mds BRL (675 Mds EUR) d'investissements pour le développement du secteur d'ici le début de la prochaine décennie**. Le document fonde ses projections sur un scénario de croissance économique de 3% par an. Ainsi, le gouvernement prévoit **2 700 Mds BRL (520 Mds EUR) pour le secteur du pétrole et du gaz naturel** et environ **530 Mds BRL (110 Mds EUR) pour la production et la transmission d'énergie électrique**. Les capacités de **production électrique du pays** devraient **croître de 37%** (+75 GW tous types de production confondus), portées en partie par la production solaire décentralisée, dont les capacités pourraient augmenter de **134% sur la période**. Avec les enchères prévues par le gouvernement, **33,6 km de réseaux à haute tension supplémentaires**

devraient être construits. Dans le secteur pétrolier, le PDE prévoit une **augmentation de la production de 2,9 M à 5,2 M de barils par jour d'ici 2031**. Le Brésil passerait ainsi de la **7^{ème} à la 5^{ème} place mondiale dans la production et l'exportation de pétrole**. (Article [ici](#))

Le Tribunal des Comptes de l'Union accepte la privatisation d'Eletrobras mais demande des ajustements

Les auditeurs du Tribunal des Comptes de l'Union (TCU) ont approuvé fin mars la privatisation d'Eletrobras mais ont demandé des ajustements sur l'évaluation de la valeur des actions de l'entreprise. La demande doit à présent être analysée par le Ministère des Comptes Publics avant d'être soumise à un nouveau vote du tribunal. **Le gouvernement espère recevoir le feu vert final du TCU avant mi-avril** pour ne pas compromettre le calendrier de privatisation en contexte électoral ni assombrir la visibilité des potentiels futurs investisseurs. (Article [ici](#))

Infrastructures & Transports

La viabilité financière de plusieurs projets ferroviaires interrogée

Alors que **le gouvernement fédéral annonce déjà plus de 240 Mds BRL (46,6 Mds EUR) de promesses d'investissements dans le cadre du nouveau programme Pro Trilhos** – régime simplifié d'autorisation fédérale pour l'attribution de contrats de construction de voies ferrées – une enquête du

quotidien Valor soulève des questions quant à la viabilité financière des projets attribués. D'après les données du Ministère des Infrastructures, au **moins 5 grands projets de construction de chemins de fer** – représentant près de **50 Mds BRL (9,7 Mds EUR) d'investissements** – ont été concédés à des sociétés dont le capital est **inférieur à 1 M BRL (200 000 EUR)**. L'une d'elles, au **capital social de 10**

000 BRL (1950 EUR), s'est vu octroyer un contrat prévoyant 29,6 Mds BRL (5,8 Mds EUR) d'investissements. Si la compatibilité entre le capital social et la taille du projet ne fait pas partie des critères prévus par le nouveau cadre ferroviaire pour l'attribution des contrats de concession, des observateurs du marché soulignent les **incertitudes qui pèsent sur la capacités de ces entreprises à mobiliser les financements requis et craignent de nombreux abandons de projet.** (Article [ici](#))

Curitiba lance un appel à projets pour la modernisation de ses stations de bus

La mairie de Curitiba a lancé un **appel à projet (AAP) pour la rénovation des stations de bus.** Créé dans les années 1970, le système de Bus Rapid Transit (BRT) de Curitiba est devenu une référence internationale et a été reproduit dans plusieurs villes comme Bogota et Rio de Janeiro. **La principale exigence de l'AAP est l'autonomie énergétique des stations pour faire fonctionner l'éclairage, la climatisation et les systèmes d'information.** Ils doivent également faciliter la **connexion avec d'autres modalités de transport** (comme la bicyclette et le covoiturage) et **l'accessibilité** pour les personnes handicapées. L'AAP, d'un montant de **4,6 M BRL (860 000 EUR), a été réalisé en partenariat avec la BID (Banque interaméricaine de développement) et est ouvert aux candidatures étrangères.** Le lauréat, sur critère de coût-bénéfice, devra développer un prototype à taille réelle, qui sera ensuite reproduit dans les stations du réseau de BRT. L'AAP fait partie d'une campagne de la ville visant à **réduire la pollution, à accroître l'utilisation des transports publics et à réduire les déplacements en voiture ou en moto de 47% à 7% d'ici 2050.** (Article [ici](#))

Simpar conclut une ligne de crédit de 250 M USD avec IDB Invest pour des projets ESG dans la logistique

Le groupe Simpar, propriétaire de plusieurs entreprises dans le secteur de la location de véhicules et de la logistique, a conclu un accord de financement de **250 M USD (226 M EUR) avec IDB Invest,** branche tournée vers le secteur privé de la Banque Interaméricaine de Développement (**BID**). Le financement permettra **l'acquisition de nouveaux véhicules électriques ou hybrides, de financer des projets ESG (Environnemental, Social et Gouvernance)** et d'alimenter le **fonds de roulement des sociétés JSL** (entreprise d'activité de logistique routière), **Movida** (location de voitures), **Vamos** (location de camions et d'équipements) et **CS Brasil** (gestion publique). Une première ligne de crédit, correspondant à **48%** du montant, arrivera à échéance dans **10 ans**, avec une période de retrait pouvant aller jusqu'à 2 ans et demi. Une deuxième ligne de crédit, correspondant à **52%** du montant total, sera allouée à Movida et arrivera à échéance dans **5 à 7 ans.** (Article [ici](#))

&+ Et Aussi

Des problèmes de gouvernance et des défauts de conception affectent près de la moitié des PPP au Brésil

Le partenariat public-privé (PPP) de Macapá – pour la modernisation, l'extension et la maintenance du réseau d'éclairage public de la ville – a rejoint la liste des **1 782 projets de PPP lancés ces dernières années et qui ont avorté**. Selon une enquête menée par le cabinet de conseil Radar PPP, **1 189 projets sont actuellement bloqués et 593 autres ont été abandonnés**. Cela constitue **près de la moitié de tous les projets de PPP ayant éclos sur le marché brésilien** et plus du double de ceux ayant *in fine*

abouti. Selon le cabinet, **ce taux d'échec élevé s'explique par des défauts de structuration technico-économique des projets et des problèmes de gouvernance**. Ces abandons causent pourtant de nombreux préjudices aux pouvoirs publics qui financent largement les études de modélisation de ces projets et qui n'en voient alors pas les bénéfices. La Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) et la Caixa Econômica Federal, tout comme certains États, **travaillent actuellement à une amélioration des processus de structuration de ces projets afin d'éviter les écueils**. (Article [ici](#))

ⁱ Objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050.

ⁱⁱ Pour mémoire, la CDN révisée de 2020 se voulait juste « compatible avec un objectif indicatif à long-terme d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2060 ».

ⁱⁱⁱ La CDN de 2015 prévoyait ainsi une réduction de 37% des émissions entre 2005 et 2025, permettant d'atteindre 1,3 Gt CO₂eq. Cette année-là, et une baisse de 43% d'ici à 2030 permettant d'atteindre 1,2 Gt CO₂eq

^{iv} L'Observatoire du climat brésilien est un réseau de 60 ONG environnementales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international